



Après le thé, de plus en plus de retraités se retrouvent devant les machines à sous des heures durant

Un tapis d'étoiles sous les pieds, un ciel d'azur en guise de plafond... À Vichy, tout est censé vous transporter au paradis du jeu. Une grand-mère, avec son seau plein de jetons, se rue sur le distributeur automatique de billets à l'entrée et, d'emblée, confesse avec le sourire: « Ah, il ne faut pas commencer, sinon on est foutu! » Ancien pilier de ce casino, Jean-Philippe Bryk en sait quelque chose. Pour lui comme pour les trois cent cinquante mille joueurs considérés comme pathologiques en France, ce paradis artificiel s'est vite mué en enfer.

Aujourd'hui, il assigne en justice le casino du Grand Café, à Vichy. Une première dans notre pays. « Pour l'exemple, pas pour l'argent. Je veux provoquer une prise de conscience dans la société et faire bouger l'État », proclame cet ancien drogué du jeu. Il réclame en tout cas au groupe Partouche, propriétaire de l'établissement incriminé et leader dans ce secteur, une réparation morale et financière globale de 700 000 euros. Aujourd'hui, il ra-

ces gens, qui, comme lui, sombrent. « Pour l'alcool et le tabac, on nous informe, mais pour les jeux d'argent, rien. Le vide total. » Durant des semaines, il a dégainé sa plume à l'attention de Jacques Chirac, de Nicolas Sarkozy, quand il était ministre de l'Intérieur et de bien d'autres. « On me suggérait toujours de me faire interdire ou de contacter une cellule de soutien psychologique. »

L'interdiction de jeu? Cette décision émise par le ministère de l'Intérieur* ne résoudrait pas le problème, selon les spécialistes du jeu. En effet, la plupart des accros, des Français aux revenus modestes, toujours plus nombreux avec l'offre pléthorique des casinos, sont surtout consommateurs de bandits manchots, justement là où la présentation d'une pièce d'identité n'est jamais exigée. Contrairement aux tables de jeu où le contrôle d'identité s'applique en principe.

Malgré sa profonde dépendance, un éclair de lucidité a finalement sauvé Jean-Philippe Bryk du casino. Un cas atypique par rapport à la majorité des joueurs qui choisissent la thérapie pour s'en sortir. Le psychiatre Yves

Bistagnin opte pour une méthode comportementaliste. Il organise des groupes de parole sur le modèle des Alcoolistes anonymes ou reçoit en entretien individuel certains joueurs qu'il accompagne parfois au casino. « Je fais jouer mes patients au poker pour voir les pensées folles qui

les animent. Chaque joueur pense qu'il est plus malin, il a l'illusion de pouvoir contrôler la machine à sous, explique le médecin niçois. Il faut lui démontrer que cela n'a rien à voir avec la stratégie ou la réflexion. » Pourtant, les petites superstitions ont la peau dure chez les joueurs compulsifs. Si cette pratique comportementale a déjà fait ses preuves, elle ne s'applique pas à tous. « Il ne suffit pas de déconstruire les pensées erronées d'un joueur, il faut aussi se demander pourquoi on bascule dans la dépendance au jeu », précise Armelle Achour, présidente de SOS Joueurs. « Il n'y a pas de profil type », résume-t-elle, forte de ses vingt années d'expérience de psychologue.

Au fil des heures, l'adrénaline supplante la raison et les euros s'envolent

Sur le littoral français, là où les casinos fleurissent, Rmistes, chômeurs et seniors s'agglutinent en semaine derrière les bandits manchots. « C'est un lieu de rencontre et de loisirs privilégié dans des communes où il n'y a plus un chat dans la rue après 6 heures du soir », constate Benjamin Tranchant, vice-président du groupe Tranchant qui, deux fois par se-



LA ROULETTE AU RALENTI. Les traditionnels jeux de hasard font partie de la légende des casinos, comme ici celui de Deauville. Mais, désormais, ce sont les machines à sous qui assurent la presque totalité des revenus des casino.



pour couvrir cette nécessaire prévention », précise Jean-François Cot, secrétaire général des Casinos de France. Les casinoiers affirment, unanimes: « Il y a une sorte de chantage tacite exercé par le ministère de l'Intérieur: si vous ne faites pas de prévention, il y aura un contrôle à l'entrée, nous fait-on comprendre. » Des tests des RG sont déjà en cours. Deux solutions sont envisagées: le renforcement du filtrage des interdits

de jeu et le contrôle d'identité à l'entrée des machines à sous, à l'instar de ce qui se pratique déjà en Suisse alémanique, explique Patrick Pequiot, responsable du casino de Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie). Mais nous redoutons cette seconde

possibilité, qui ferait chuter nos bénéfices d'au moins 20%. Or, aujourd'hui, pas moins de 90% des revenus des casinoiers proviennent des fameuses machines. Depuis leur autorisation de mise sur le marché en 1987, leur parc n'a cessé de croître. Et, contrairement aux tables de jeux, le « casino du pauvre » fait salle comble et recette exponentielle.

« Quelle que soit la politique menée, on n'empêchera jamais qu'il y ait des accros », reconnaît-on à SOS Joueurs. Bon an mal an, les casinoiers organisent la formation à la prévention. « Ce n'est pas nous qui nous déculpabilisons, mais l'État, qui se donne ainsi bonne conscience », analyse Patrick Pequiot. « Mille deux cents de nos croupiers, hôtesses et barman ont déjà été sensibilisés à l'addiction. Grâce à des jeux de rôle notamment, ils appréhendent avec plus de justesse les joueurs pathologiques », précise de son côté Nicolas Rica, directeur du marketing des casinos Barrière. C'est justement Armelle Achour qui, à travers ces missions de formation, apprend à ses élèves d'un jour à repérer les clients en danger. Le

vert. Dans le casino même où le joueur flambe ses économies. Coût du forfait mensuel: 700 euros pour un établissement de plus de deux cent cinquante machines. Une misère pour les casinoiers. Patron d'Adictel, Eric Bouhanna, ancien instituteur, sillonne les contrées françaises depuis un an pour grossir sa clientèle. « Nous ne prétendons pas analyser les causes profondes d'une dépendance aux jeux, nous

« Personne ne s'offusque que des mineurs s'adonnent aux jeux de grattage. Et le Rapido peut vous ruiner en une journée »

Georges Tranchant (avec Benjamin Tranchant, à g.)



ne cherchons qu'à arrêter l'hémorragie financière par des interdictions uniques de casino [ANPR: À ne plus recevoir], à la demande du joueur, ou par des limitations de dépenses. Et ça, nous sommes les seuls à savoir le faire. » Aujourd'hui, il s'escrime à convaincre la famille Tranchant de s'abonner. « Les casinos ne peuvent pas porter à eux seuls la misère du monde, s'agace Georges Tranchant, président du groupe. Personne ne s'offusque des mineurs qui s'adonnent aux jeux de grattage, il n'existe aucune prévention à la Française de jeux ni au PMU. Je rappelle qu'un jeu comme le Rapido peut vous ruiner en une journée. » Les casinoiers clament haut et fort ne pas vouloir la banqueroute de leurs clients et le répètent: « Un client ruiné, c'est un client de perdu ». ■

CAROLINE DERRIEN ET CANDICE NEDELEC

(* Pour se faire interdire de casino, il faut se présenter au service local des renseignements généraux et fournir une lettre manuscrite qui demande « l'exclusion volontaire ». Les RG diffusent ensuite le nom et la photo de la personne dans tous les casinos de France pour une période de cinq ans.



« J'ai même été jusqu'à voler ma mère pour assouvir cette folie. Je me comportais comme un vrai drogué, il me fallait ma dose quotidienne de jeu »

Jean-Philippe Bryk, ex-joueur

conte sans détour sa descente abyssale. Les emprunts sans fin aux copains, les interdits bancaires et l'impossibilité, comme pour tout joueur, de bénéficier des mesures d'aide au surendettement. « J'ai même été jusqu'à voler ma propre mère pour assouvir cette folie. Je me comportais comme un vrai drogué, il me fallait ma dose quotidienne. » Pendant près de dix ans, cet ancien entrepreneur a consommé ses journées devant la machine, engloutissant jusqu'à 5 000 euros par jour. Aujourd'hui, il n'arrive même pas à évaluer le coût exact de cette dépendance. Malgré les chèques sans provision, malgré les coups vengeurs sur une machine « ingrate », le casino passe l'éponge et réintègre sans peine le joueur Bryk. « J'aurais simplement aimé qu'on me prévienne, mais on m'a laissé m'enfoncer, j'étais considéré comme un client VIP », martèle-t-il. « Tant qu'elle ne sera pas jugée, nous ne souhaitons faire aucun commentaire sur cette affaire », déclare Pierre-Jean Merli, directeur de la communication du groupe Partouche.

Jean-Philippe Bryk accuse aussi les autorités publiques de ne pas se préoccuper de tous

maine, saute dans son jet pour visiter l'un des vingt-quatre casinos de la famille. De fait, les septuagénaires sont toujours plus nombreux à « squatter » leur machine des heures durant, après le thé entre amis. Un passe-temps comme un autre? Pas vraiment. Car, au fil des heures, l'adrénaline supplante la raison, les jetons s'envolent et les euros aussi. « Les retraités viennent dans nos casinos parce que c'est un lieu convivial. Elles savent gérer leur budget machine à sous et ne se lancent jamais dans des dépenses inconsidérées », affirme Benjamin Tranchant. Selon Armelle Achour, la réalité n'est pas toujours aussi idyllique: « Beaucoup de personnes, âgées ou non, se retrouvent endettées et nous appellent en catastrophe quand elles ne peuvent plus payer leur loyer. » Comme Alain, 53 ans, qui a passé quatre années de sa vie scotché aux machines – plus rarement au tapis vert – dans les casinos de la Côte d'Azur. « J'étais fasciné, hypnotisé, je recherchais sûrement une échappatoire à certaines difficultés psychologiques », analyse aujourd'hui cet électromécanicien en cours de « sevrage ».

En France, pour les casinoiers, la contrainte légale en matière de prévention n'existe pas. Néanmoins, sous la forte pression des renseignements généraux, les professionnels du jeu ont fini par se mettre d'accord sur une action commune. En septembre 2003, le Syndicat des casinos modernes de France (essentiellement



« Le joueur pense qu'il est plus malin. Mais ce jeu n'a rien à voir avec la stratégie ou la réflexion »

Yves Bistagnin, psychiatre

le groupe Partouche) et Casinos de France (syndicat qui réunit la plupart des autres groupes) ont rédigé une charte de prévention du risque d'abus de jeux et participent au financement de SOS Joueurs. « Le groupe Barrière, par exemple, a déjà déboursé 1 million d'euros

du casino à recevoir ces clients en danger. Des kits assez sommaires sur l'évaluation de la dépendance aux jeux, mentionnant notamment l'orientation possible vers un professionnel de la santé mentale, sont alors distribués au ludopathe après un rendez-vous fixé via le numéro

groupes Partouche a lui opté pour une solution externalisée. Depuis un an, il souscrit, comme d'autres casinoiers, aux services d'Adictel. Cet organisme de conseil et d'orientation auprès des joueurs compulsifs est doté d'un numéro vert à leur intention et forme également les membres du casino à recevoir ces clients en danger. Des kits assez sommaires sur l'évaluation de la dépendance aux jeux, mentionnant notamment l'orientation possible vers un professionnel de la santé mentale, sont alors distribués au ludopathe après un rendez-vous fixé via le numéro

BUSINESS. Un marché en pleine expansion

187 casinos en France. Le groupe Partouche en possède 45, le groupe Barrière 33 et le groupe Tranchant 24.
17 873 machines à sous légales sont dénombrées sur le territoire.
2 613 milliards d'euros: c'est le produit brut des jeux en 2003-2004.
28 000 interdits de jeux nationaux sont recensés par les renseignements généraux.
75% d'augmentation du nombre des interdits nationaux au cours de l'année 2002. ■